

Jill B. Bystydzienski (dir.) : *Women Transforming Politics.
Worldwide Strategies for Empowerment*

Manon Tremblay

Volume 6, numéro 1, 1993

Temps et mémoire des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057736ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057736ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, M. (1993). Compte rendu de [Jill B. Bystydzienski (dir.) : *Women Transforming Politics. Worldwide Strategies for Empowerment*]. *Recherches féministes*, 6(1), 133–136. <https://doi.org/10.7202/057736ar>

de l'ordre sexuel. Quand la libre concurrence professionnelle entre hommes et femmes commence à jouer, « l'ordre sexuel intervient, implacable, pour maintenir la distance que le jeu économique ne peut à lui seul réguler. » (p. 461).

La dernière partie de cet ouvrage porte sur les enjeux actuels et les trois premiers articles concernent le mouvement féministe. Ainsi Mariette Martineau se questionne sur la transformation du pouvoir par les femmes, Yasmine Ergas, sur les acquis du mouvement féministe occidental et Yolande Cohen, sur les pratiques des associations féminines au Québec qui ont « pavé la voie au féminisme contemporain » (p. 537). Le dernier article de cette section, écrit par Jacqueline Costa-Lascoux, porte quant à lui sur la procréation et la bioéthique.

L'ouvrage se termine sur deux paroles de femmes, celle de Christa Wolf qui s'interroge sur la responsabilité des Allemands durant la Seconde Guerre Mondiale et celle Nelly Kaplan, cinéaste et auteure originaire d'Argentine.

Véritable encyclopédie par la qualité des notes et des thèmes abordés, cet ouvrage nous confronte à une vision du monde occidental qui est loin d'être monolithique. Il rappelle surtout que les femmes, dans leur vie quotidienne, ont été largement intégrées à un long processus de nationalisation, mais sans qu'elles y consentent toujours.

Cécile Coderre
École de service social
Université d'Ottawa

Jill M. Bystydzienski (sous la direction de) : *Women Transforming Politics. Worldwide Strategies for Empowerment.* Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1992, 229 p.

S'il est des livres au titre peu évocateur, tel n'est certainement pas le cas de cet ouvrage réalisé sous la direction de Jill M. Bystydzienski, professeure au département de sociologie du Franklin College (Indiana). Il a pour objectif de saisir ce que signifie une politique féministe, entendons par là de mettre en évidence les diverses formes d'engagement politique des femmes et les stratégies qu'elles élaborent en vue de parvenir à un meilleur contrôle sur leur existence. Le plus souvent, les sciences politiques définissent « la Politique » en termes institutionnels : elle fait référence à l'État et à l'art de gouverner, aux activités qu'ils impliquent et aux résultats qu'ils produisent (notamment les politiques publiques). En tout état de cause, « la Politique » prend lieu dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'espace public »; elle ne concerne donc pas les femmes.

Un des mérites de cette collection d'articles est précisément de faire ressortir les limites d'une telle conception : la politique ne correspond pas uniquement à une participation aux institutions politiques conventionnelles, mais elle se réfère également à des engagements moins formels (tels l'engagement dans des groupes et des activités de protestation, la mise sur pied de projet de développement socio-économique, etc.). En outre, les femmes mettent en place des stratégies pour parvenir à une meilleure emprise sur leurs conditions de vie, les décisions, les activités et les événements qui les touchent quotidiennement. Dans le cadre d'une politique féministe, le pouvoir devient ainsi synonyme non pas de domination sur autrui (comme il est coutume de le considérer en science

politique), mais de capacités et de compétences personnelles mises à profit afin d'améliorer sa qualité de vie, que ce soit en recherchant une égalité de statut entre les femmes et les hommes, en participant aux processus décisionnels ou en s'engageant dans un projet populaire.

Women Transforming Politics contient 13 études de cas (si l'on exclut l'introduction et la conclusion), sous forme d'articles répartis en trois sections, correspondant à autant de stratégies féministes : la culture des femmes, les mouvements de femmes et les mouvements de libération nationale et de développement. La notion de culture des femmes correspond aux valeurs et aux activités des femmes qui découlent de la division sexuelle du travail, et qui se traduisent concrètement par des manières d'être et de faire qui soient propres aux femmes. Sous la forme plus particulière d'une conscience féministe, elle consiste notamment dans l'accès d'un plus grand nombre de femmes en politique, l'inscription des demandes féministes à l'ordre du jour politique, l'établissement de relations entre les femmes élues et les mouvements de femmes, et la production de politiques publiques susceptibles de changer et d'améliorer les conditions de vie des femmes. Le succès de cette stratégie dépend à la fois de critères liés au système politique lui-même (comme la présence de partis de gauche et un système électoral du type proportionnel) et aux capacités d'action des législatrices et des mouvements de femmes (on pense aux alliances entre élues, à leurs relations avec les groupes de femmes et avec d'autres regroupements sociaux). Quatre pays sont à l'étude dans cette section : la Norvège (Jill M. Bystydzinski), les États-Unis (Susan J. Carroll), l'Espagne (Judith Astelarra) et le Japon (Yuriko Ling et Azusa Matsuno).

La seconde section de l'ouvrage traite, tant d'un point de vue idéologique que d'un point de vue organisationnel, des stratégies utilisées par les mouvements de femmes à l'extérieur de l'espace politique conventionnel. Les mouvements de femmes se partagent selon deux grandes branches. L'une prend racine dans ce qu'il est convenu d'appeler la « première vague du mouvement des femmes ». Elle épouse une orientation idéologique du type libéral, approuve des principes organisationnels de nature hiérarchique et fait de l'égalité entre les femmes et les hommes son cheval de bataille prioritaire. L'autre branche, historiquement plus récente et identifiée à une « seconde vague du mouvement des femmes », adopte une structure organisationnelle plus éclatée et valorise une pensée plus « radicale » qui cherche à dépasser la simple égalité des sexes, pour tendre vers l'autonomie des femmes. C'est donc à l'étude de la dynamique des relations entre ces deux dimensions des mouvements de femmes que Yota Papageorgiou-Limberes (Grèce), Vicky Randall (Grande-Bretagne), Esperanza Tuñon Pablos (Mexique) et Melissa A. Haussman (États-Unis et Canada) procèdent dans leur texte respectif. Les stratégies les plus couramment utilisées par les mouvements de femmes dans leurs rapports avec le pouvoir politique conventionnel, avec plus ou moins de succès, sont celles du lobbisme législatif et de la sensibilisation de l'opinion publique à certaines questions qui intéressent plus immédiatement les femmes, de même que celle de la formation de coalitions entre des femmes et des groupes extérieurs au féminisme.

Enfin, la troisième partie de *Women Transforming Politics* aborde les stratégies des femmes au sein des mouvements de libération nationale et de développement. On trouve dans cette section des textes portant sur des pays où les dossiers concernant les femmes n'ont pu émerger comme des questions

autonomes en raison du contexte politique (guerre, révolution) ou économique (grave crise économique). C'est le cas de l'Ouganda (W. Karagwa Byanyima), de la Palestine (Orayb Aref Najjar), du Nicaragua (Barbara J. Seitz), de la Pologne (Joanna Regulska) et de l'Inde (Dorane L. Fredland). Le point commun de ces articles réside dans une prise de conscience, par les femmes, que la libération nationale ne signifie en rien leur propre libération : la « question du peuple » n'inclut pas nécessairement la « question des femmes ». Les stratégies féministes adoptent ici les modèles les plus informels au sens des sciences politiques conventionnelles, soit la mise sur pied de projets de développement socio-économique, de réseaux de solidarité ou de structures d'éducation populaire.

Un premier attrait de *Women Transforming Politics* réside sans aucun doute dans la déconstruction de la notion de politique à laquelle cet ouvrage nous convie à chacune de ses pages. En effet, « la Politique » ne se joue pas uniquement dans les institutions politiques conventionnelles (le Parlement, l'Hôtel de ville, etc.), mais aussi – et surtout serais-je tentée d'ajouter après la lecture de cet ouvrage – dans les activités de tous les jours : toute entreprise menée par une personne et destinée à prendre et à affermir le contrôle sur son existence est politique. On comprend alors que s'il est vrai de dire que les femmes sont exclues de la politique depuis nombre d'années, il est plus juste d'ajouter qu'elles le sont d'un certain type de politique : celle où l'espace et la visibilité sont d'abord occupés par les hommes. Par voie de conséquence, cette collection d'articles amène à une prise de conscience non seulement du sexisme des sciences sociales en général et des sciences politiques en particulier – ce que l'on sait déjà depuis un bon moment ! –, mais aussi du pouvoir important qui réside dans la capacité de définir le réel, nommément ce qui est politique, rejetant les autres activités dans l'infra-politique ou, pourrait-on tout aussi bien dire, dans l'insignifiant.

Dans la même ligne de pensée, les textes qui composent cet ouvrage alimentent à leur façon un leitmotiv central de la pensée féministe, soit celui de la division privé-public. Si l'on accepte de définir comme politique les activités qui se situent aux niveaux économique, social, culturel et communautaire et, plus encore, si l'on adopte comme postulat de notre réflexion que les activités des femmes — celles-là mêmes qui cristallisent et animent la vie privée — sont de nature politique, la dichotomie privé-public ne tient plus. On peut donc constater que l'avènement du féminisme dans les sciences sociales annonce un examen des connaissances jusqu'ici acceptées comme universelles (c'est-à-dire non sexuées). Autrement dit, ce livre est une invitation à reconsidérer le contenu des sciences sociales ou, à tout le moins, à en critiquer les acquis actuels.

Le second mérite de *Women Transforming Politics* tient à la performance même de la professeure Bystydzienski. En effet, en dépit de l'attrait évident que présente la réalisation d'un ouvrage collectif en fait de richesse et de diversité (que ce soit dans les thèmes abordés, l'approche et les méthodes privilégiées, ou même l'interprétation des résultats), ce type de travail comporte toujours le risque de tomber dans l'éclatement. Or, tel n'est pas le cas ici : l'introduction offre les paramètres théoriques et conceptuels pour comprendre et lier entre elles les différentes contributions de l'ouvrage, alors que la conclusion organise dans un tout cohérent les principaux enseignements de chaque texte, pour dresser des types idéaux de stratégies féministes. En cela, Bystydzienski parvient à concilier deux préoccupations au cœur du mouvement féministe, soit celle de

conceptualiser l'oppression des femmes et celle de considérer leurs conditions de vie quotidiennes comme un tremplin pour un projet de libération des femmes.

Manon Tremblay
Département de science politique
Université d'Ottawa

Danielle Combes et Anne-Marie Devreux : Construire sa parenté. Reconnaissance, légitimation, dénomination des enfants. Paris, Centre de sociologie urbaine, CNRS, 1991, 326 p.

Si l'approche interdisciplinaire s'avère de plus en plus répandue, en particulier dans le contexte des études féministes des dernières décennies, les frontières entre disciplines s'imposent parfois brutalement, remettant en évidence des traditions épistémologiques et empiriques différentes, suscitant des quiproquos qu'il est impossible de passer sous silence.

Ainsi en est-il d'une étude de deux sociologues qui porte sur le « devenir-parent » dans la société française contemporaine et s'intitule *Construire sa parenté* avec en sous-titre *Reconnaissance, légitimation, dénomination des enfants*. Quand on porte le « chapeau » de l'anthropologue et que la formation vient de cette discipline, le phénomène de la parenté est central dans l'étude du social. En effet, dans les sociétés sans État dont elle a dans un premier temps privilégié l'étude, l'anthropologie a considéré la parenté comme un mode d'organisation fondamental de la société et dont le *membership* s'étend bien au-delà du cercle père-mère-enfant. Et dans les sociétés urbaines contemporaines, les relations avec la parenté, au-delà de l'unité nucléaire, bien qu'elles soient amenuisées et redéployées, sont encore une réalité vivante, dont témoignent plusieurs études récentes (voir notamment celles de Daune-Richard et Pitrou en France).

Mais, après tout, se dit la lectrice anthropologue, perplexe devant le titre de l'ouvrage, le langage est une convention : peut-être le texte lève-t-il l'équivoque du titre et son apparente contradiction avec le sous-titre ? On se rend compte, au fil de la lecture, que ce n'est pas le cas. À défaut de définitions dès les premières pages, on doute jusqu'au dernier chapitre du sens accordé à « parenté » ainsi qu'à d'autres notions plus ou moins connexes : devenir-parent, parentalité, filiation, lien parental ou filial. On en vient à saisir que « parentalité » désigne « la responsabilité matérielle et affective que l'adulte s'engage à mettre en œuvre lorsqu'il se désigne comme parent » (p. 248); sans être explicitement définie, la « filiation » paraît avoir une connotation différente et uniquement juridique (par exemple p. 173 et 180), alors que c'est pourtant un terme largement employé par les anthropologues dans son acceptation sociale; quant au terme « parenté », il semble plus englobant, signifiant « tout ce qui signe, marque, affiche ou revendique devant la société la paternité ou la maternité d'un enfant » (p. 243). En somme, « parenté » est présenté comme un équivalent de « paternité » et de « maternité », termes auxquels les auteures ont préféré « parenté au masculin et au féminin » (p. 5). Fort bien car dans la perspective des rapports de sexe, la nuance est utile. Reste à saisir la spécificité des deux notions les plus proches entre elles, celles de parenté et de parentalité. Si, dans un premier temps, on les perçoit comme synonymes, elles présentent peu à peu